## Finances

Que le ministre donne immédiatement des instructions pour rectifier cette situation inacceptable.

M. l'Orateur: A l'ordre. D'après l'article 43 du Règlement, cette motion ne peut être présentée que si la Chambre y consent à l'unanimité. Est-ce le cas?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

PROPOSITION D'ENQUÊTE SUR LE VERSEMENT DE COMMISSIONS AUX AGENTS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, je prends également la parole en conformité de l'article 43 du Règlement, au sujet d'une affaire pressante et urgente. Elle se rattache aussi au rapport que l'Auditeur général a déposé hier à la Chambre et qui fait état de versements fort suspects, pour une somme globale de plus de 10 millions de dollars, qui ont été faits aux agents qui ont négocié la vente de centrales nucléaires à des pays étrangers pour le compte de L'Énergie atomique du Canada Limitée. Je propose donc, avec l'appui du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent):

Que le gouvernement institue immédiatement une enquête publique pour examiner en profondeur ces activités financières très irrégulières de L'Énergie atomique du Canada Limitée.

M. l'Orateur: A l'ordre. La mise en délibération de cette motion nécessiterait le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

[Français]

## LES FINANCES

ON DEMANDE DE FAIRE LE BILAN DES REVENUS ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ÉGARD DE CHAQUE PROVINCE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour discuter d'une question importante et urgente.

Étant donné la situation nouvelle provoquée à la suite des résultats des récentes élections au Québec, étant donné l'imminence relative d'une référendum sur l'indépendance, et étant donné que tous les Canadiens devront être objectivement au courant de toutes sortes de statistiques, afin de mieux juger des circonstances favorables ou non à la souveraineté du Québec, je propose, appuyé par le député de Villeneuve (M. Caouette):

Que le gouvernement fasse un bilan objectif et précis de tous les revenus fédéraux (impôt, taxes, redevances, etc.) provenant de chacune des provinces et territoires canadiens, ainsi que des dépenses (administration, investissements,

subventions, pensions, etc.) encourues dans les limites géographiques de ces provinces ou territoires.

M. l'Orateur: En conformité de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être proposée.

• (1410)

## **QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

## L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

L'OPPORTUNITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE IMMÉDIATE DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Dans sa déclaration, l'Auditeur général indique que les dollars des contribuables exigent la prise de mesures immédiates et que la commission royale pourrait retarder la prise de mesures correctives de deux ou trois ans. Le ministre ne croit-il pas qu'il serait préférable pour le moment d'appliquer la principale recommandation de l'Auditeur général, soit la nomination d'un chef de l'administration financière et une restructuration fondamentale du secrétariat du Conseil du Trésor, particulièrement pendant la longue période préalable au dépôt des rapports de la commission royale puisque, selon l'Auditeur général, cette mesure est indispensable à la création d'un système adéquat de gestion et de contrôle financiers au sein du gouvernement du Canada?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, j'ai déposé un rapport complet sur toutes les mesures que j'ai déjà prises et appliquées, comme aussi sur celles que je suis sur le point de prendre, pour rassurer les députés et nous-mêmes sur les observations et appréhensions très graves exprimées par l'Auditeur général. Hier, j'ai fait de mon mieux pour montrer à la Chambre, et je réitère, que la nomination d'un contrôleur général en ce moment, comme on le recommande, a certains attraits à nos yeux, mais qu'indéniablement, et sur ce point certains députés le reconnaîtront s'ils y réfléchissent, elle amorce en fait un changement dans l'ordre des responsabilités.

Une voix: Il n'en existe pas actuellement.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Peut-être en mieux.

Des voix: Bravo!

[M. Smith (Churchill).]